

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 3487

[C — 2003/00608]

29 JUNI 2003. — Arrêté royal autorisant l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques.

Le fondement légal de cet arrêté royal est constitué par l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Il peut en outre être fait référence à la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire ainsi qu'à l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant sur les attributions et la désignation des membres du Département contrôle et surveillance de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire chargés de veiller à l'application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et ses arrêtés d'exécution.

Plus concrètement, les membres du Département contrôle et surveillance de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire sont compétents pour :

- garantir la protection physique des substances nucléaires pendant l'utilisation, le stockage et le transport. Les inspecteurs doivent, le cas échéant, identifier les personnes qui interviennent au cours de la procédure de protection.

- contrôler les mesures liées à l'importation, à l'exportation, à la production, à la fabrication, à la possession, au transit, à la mise en vente, à la vente, à la renonciation/abandon à titre onéreux ou gratuit, à la répartition et à l'utilisation à but commercial, industriel, scientifique, médical ou autres d'appareils, d'installations ou de substances capables d'émettre des rayonnements ionisants. Ces mesures peuvent également se rapporter aux moyens de transport ou aux emballages des appareils, installations et substances visés dans ce paragraphe. Le transport des appareils capables d'émettre des rayonnements ionisants et des substances nucléaires mêmes ne peut être effectué que par des personnes agréées à cet effet par l'Agence. Toute installation comportant des substances ou des appareils capables d'émettre des rayonnements ionisants doit en outre avoir une autorisation de création et d'exploitation. L'identification de personnes peut par conséquent être nécessaire.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 3487

[C — 2003/00608]

29 JUNI 2003. — Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe aan het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle toegang te verlenen tot het Rijksregister van de natuurlijke personen.

De rechtsgrond van het koninklijk besluit wordt gevormd door artikel 5, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Verder kan verwezen worden naar de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, alsmede het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de bevoegdheden en de aanduiding van de leden van het departement toezicht en controle van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle belast met het toezicht op de naleving van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en haar uitvoeringsbesluiten.

Meer concreet hebben de leden van het departement controle en toezicht van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle volgende bevoegdheden :

- het waarborgen van de fysische bescherming van de nucleaire stoffen tijdens het gebruik, de opslag en het vervoer. De inspecteurs moeten mogelijk de personen identificeren die tijdens de beschermingsprocedure optreden.

- toezicht houden op de maatregelen verbonden aan het invoeren, het uitvoeren, het produceren, het vervaardigen, het bezitten, het doorvoeren, het te koop aanbieden, het verkopen, het afstand doen onder bezwarende titel of om niet, het verdelen en het gebruiken met commercieel, industrieel, wetenschappelijk, medisch of enig ander oogmerk, van apparaten, installaties of stoffen die ioniserende stralingen kunnen verspreiden. Deze maatregelen kunnen eveneens betrekking hebben op de vervoermiddelen of de verpakkingen van de in deze paragraaf bedoelde apparaten, installaties en stoffen. De apparaten die ioniserende stralingen kunnen verspreiden en de nucleaire stoffen zelf mogen enkel vervoerd worden door personen daartoe erkend door het Agentschap. Anderzijds moet elke inrichting waarin stoffen of apparaten aanwezig zijn die ioniserende straling kunnen verspreiden een oprichtings- en exploitatievergunning hebben. Identificatie van personen kan derhalve noodzakelijk zijn.

- l'Agence contrôle également le respect par les exploitants de leurs obligations en matière de formation, d'information et de protection des travailleurs.

- les inspecteurs nucléaires recherchent et constatent par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire les infractions à la loi du 15 avril 1994 et à ses arrêtés d'exécution. Ils ont en tout temps libre accès aux moyens de transport, usines, entrepôts, hôpitaux et plus généralement à tous établissements où sont produits, fabriqués, détenus ou utilisés des appareils ou substances capables d'émettre des rayonnements ionisants. En vue de consigner des données d'identification dans les procès-verbaux, une identification correcte est nécessaire.

L'agence fédérale de Contrôle nucléaire est autorisée à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9°, et alinéa 2 de la susdite loi du 8 août 1983 pour l'exercice de ses compétences.

La communication de ces informations se justifie pour les motifs suivants.

La connaissance des informations visées aux 1° (nom et prénoms), 2° (lieu et date de naissance), 4° (nationalité), 5° (résidence principale), 7° (profession), 8° (état civil) est nécessaire car il s'agit d'informations à mentionner dans un procès-verbal.

La connaissance de l'information visée au 3° (sexe) est requise en cas de convocation à une audition; cette information est également importante comme appellatif: il y a en effet des noms qui sont utilisés tant pour un homme que pour une femme.

La connaissance de l'information visée au 6° (lieu et date du décès) a une incidence sur le procès-verbal; en effet, en cas de décès, les poursuites judiciaires s'éteignent mais pas les poursuites civiles. L'Agence fédérale de Contrôle nucléaire est tenue d'en informer le parquet qui doit en définitive prendre une décision.

La connaissance de l'information visée au 9° (composition du ménage) a son importance en cas d'enquêtes de sécurité et lors de la recherche d'implications dans différents délits.

L'accès à l'historique des données du Registre national, visées à l'article 3, alinéa 2, de la susdite loi du 8 août 1983 est également important pour le fonctionnement de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire. La consultation des registres de la population constitue le point de départ nécessaire et indispensable à toute enquête de sécurité, vu qu'il faut avant tout être sûr de l'identité exacte de la personne concernée. Les informations visées dans l'historique peuvent également contribuer à trouver un modus operandi et à rechercher les implications entre différents délits. La connaissance de ces informations administratives contribuera sans aucun doute à simplifier et à rationaliser les recherches.

La complexité des tâches à exercer ne permet pas de limiter l'accès à l'historique des données.

L'arrêté royal a été rédigé de telle manière que la protection de la vie privée des personnes auxquelles se rapportent les informations soit garantie.

L'accès aux informations du Registre national est autorisé uniquement au directeur général et aux inspecteurs nucléaires de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire désignés nommément et par écrit par le directeur général, conformément à leurs tâches et attributions légales.

L'article 4 de l'arrêté royal prévoit également que les personnes citées doivent souscrire une déclaration aux termes de laquelle elles s'engagent à respecter la sécurité et le caractère confidentiel des informations obtenues du Registre national.

Il est prévu que la liste des membres du personnel autorisés à accéder aux informations du Registre national sera dressée et tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

- het Agentschap controleert eveneens de verplichtingen van de exploitanten inzake de opleiding, de informatie en de bescherming van de werknemers.

- de nucleaire inspecteurs sporen de overtredingen van de wet van 15 april 1994 en haar uitvoeringsbesluiten op en stellen vast bij proces-verbaal dat geldt tot het tegendeel wordt bewezen. Zij hebben te allen tijde vrije toegang tot vervoermiddelen, fabrieken, opslagplaatsen, ziekenhuizen en, meer in het algemeen, tot alle inrichtingen waar apparaten of stoffen die ioniserende stralingen kunnen verspreiden geproduceerd, vervaardigd, gehouden of gebruikt worden. Met het oog op het opnemen van identificatiegegevens in de processen-verbaal, is een correcte identificatie noodzakelijk.

Aan het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle wordt voor het vervullen van haar bevoegdheden toegang verleend tot de informatiegegevens, bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9°, en tweede lid van de voormelde wet van 8 augustus 1983.

De mededeling van die informatiegegevens is verantwoord omwille van de volgende redenen.

De kennis van de informatiegegevens vermeld onder 1° (naam en voornamen), 2° (geboorteplaats en -datum), 4° (nationaliteit), 5° (hoofdverblijfplaats), 7° (beroep), 8° (burgerlijke staat) zijn informatiegegevens die vermeld moeten worden op een proces-verbaal.

De kennis van het informatiegegeven vermeld onder 3° (geslacht) is noodzakelijk bij een uitnodiging voor een verhoor, het is ook belangrijk als aanspreektitel, er zijn immers namen die gebruikt worden voor zowel een man als een vrouw.

De kennis van het informatiegegeven vermeld onder 6° (plaats en datum van overlijden) heeft een invloed op het proces-verbaal; immers bij overlijden vervalt de gerechtelijke vervolging, maar niet de burgerlijke. Het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle moet dit meedelen aan het parket die dan uiteindelijk een beslissing moet nemen.

De kennis van het informatiegegeven vermeld onder 9° (samenstelling van het gezin) heeft zijn belang bij veiligheidsonderzoeken en het zoeken naar verbanden in verschillende misdrijven.

De toegang tot de historiek van de informatiegegevens van het Rijksregister, bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de voormelde wet van 8 augustus 1983 is voor de werking van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle eveneens van belang. Het raadplegen van de bevolkingsregisters betekent het noodzakelijke en onontbeerlijke vertrekpunt voor ieder veiligheidsonderzoek, gezien het bij voorrang op aankomst zekerheid te hebben aangaande de juiste identiteit van de betrokken persoon. Tevens kunnen de gegevens vermeld in de historiek ertoe bijdragen tot het vinden van een modus operandi en het opsporen van verbanden tussen verschillende misdrijven. De kennis van deze administratieve gegevens zullen zeker bijdragen tot het vereenvoudigen en rationaliseren van de opzoeken.

Door de complexiteit van de te vervullen taken is het niet mogelijk om de toegang tot de historiek van de gegevens te beperken.

Het koninklijk besluit werd zodanig opgesteld dat de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de personen op wie de informatiegegevens betrekking hebben gewaarborgd is.

De toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister geldt namelijk alleen voor de directeur-generaal en de nucleaire inspecteurs van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle die door de directeur-generaal schriftelijk bij name worden aangewezen, in overeenstemming met hun taken en wettelijke bevoegdheden.

Artikel 4, van het koninklijk besluit voorziet eveneens dat de genoemde personen een verklaring dienen te ondertekenen waarin zij zich ertoe verbinden de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de uit het Rijksregister verkregen informatiegegevens te eerbiedigen.

Er wordt bepaald dat de lijst van de personeelsleden die gemachtigd worden toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister, zal worden opgesteld en ter beschikking van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zal worden gehouden.

L'Agence fédérale de Contrôle nucléaire s'engage également à prendre les mesures suivantes pour garantir la sécurité et le caractère confidentiel des informations du Registre national et pour éviter que ces informations ne soient portées à la connaissance de tiers :

- si l'accès est accordé par modem, l'accès au terminal peut se faire dans un local qui peut être fermé, ce qui permet une protection tant des propres membres du personnel que des personnes extérieures. L'accès au terminal même sera protégé au moyen d'un mot de passe;

- si l'accès est octroyé par le réseau, une protection n'est plus possible à l'égard des propres membres du personnel mais bien à l'égard des personnes extérieures. L'accès au moyen d'un mot de passe peut dans ce cas être limité par exemple par l'usage de "token" qui n'autorisent l'accès qu'au terminal (indépendamment de l'application) ou par un pin code et des "tokens" individuels

Le 13 janvier 2003, la Commission de la protection de la vie privée a rendu un avis favorable.

Le Conseil d'Etat a émis son avis en date du 15 mai 2003.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire, de Votre Majesté,
les très respectueux et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle verbindt er zich eveneens toe volgende maatregelen te nemen om de veiligheid en het vertrouwelijke karakter van de informatiegegevens van het Rijksregister te garanderen en om te vermijden dat deze informatiegegevens ter kennis worden gebracht van derden :

- indien de toegang wordt verleend via modem, dan kan de toegang tot de terminal verleend worden via een lokaal dat afgesloten kan worden. Dit laat zowel een beveiliging toe naar eigen personeelsleden als naar externen. De toegang tot de terminal zelf zal worden beveiligd via een paswoord;

- indien de toegang wordt verleend via het netwerk, is een beveiliging niet meer mogelijk ten aanzien van de eigen personeelsleden, doch wel ten aanzien van externen. De toegang via paswoord kan dan worden versterkt door bijvoorbeeld het gebruik van "token" die de toegang enkel toelaten voor de terminal (los van de applicatie) of door een pin code en individuele "tokens".

Op 13 januari 2003 heeft de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer een gunstig advies uitgebracht.

De Raad van State heeft zijn advies uitgebracht op 15 mei 2003.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire, van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

AVIS N° 01/2003 DU 13 JANVIER 2003 DE LA COMMISSION
DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Projet d'arrêté royal autorisant l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en particulier l'article 5, alinéa 1^{er};

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Intérieur, du 21 novembre 2002;

Vu le rapport de M. R. Trogh,

Emet, le 13 janvier 2003, l'avis suivant :

I. Objet de la demande d'avis :

Le projet d'arrêté royal soumis à la Commission vise à accorder à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, ci-après dénommée A.F.C.N., l'accès aux informations du Registre national des personnes physiques.

L'A.F.C.N., créée par la loi du 15 avril 1994, est un établissement public, doté de la personnalité juridique, chargé de veiller à l'application de la loi relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants.

ADVIES Nr. 01/2003 VAN 13 JANUARI 2003 VAN DE COMMISSIE
VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 29;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid artikel 5, eerste lid;

Gelet op de adviesaanvraag van de Minister van Binnenlandse Zaken, van 21 november 2002;

Gelet op het verslag van de heer R. Trogh,

Brengt op 13 januari 2003 volgend advies uit.

I. Onderwerp van de adviesaanvraag :

Het aan de Commissie voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit beoogt het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, hierna afgekort als het F.A.N.C., toegang te verlenen tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het F.A.N.C., opgericht door de wet van 15 april 1994, is een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid die werd belast met het toezicht op de naleving van de wet betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren.

II. Contenu du projet d'arrêté royal :

L'accès est sollicité pour les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9°, ainsi que pour les modifications successives apportées à ces informations.

L'accès auxdites informations est sollicité pour permettre à certains membres du personnel de l'A.F.C.N. d'interroger des personnes et de prendre l'identité des personnes qui se trouvent sur les lieux contrôlés, ce en application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'A.F.C.N. ainsi que de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant sur les attributions et la désignation des membres du Département contrôle et surveillance de l'A.F.C.N. chargés de veiller à l'application de la susdite loi du 15 avril 1994 et de ses arrêtés d'exécution.

L'article 2 précise que l'accès sollicité sera uniquement réservé au Directeur général de l'A.F.C.N. ainsi qu'aux inspecteurs nucléaires que celui-ci désignera nommément et par écrit. Ces personnes devront souscrire une déclaration aux termes de laquelle elles s'engagent à respecter la sécurité et le caractère confidentiel des informations (article 4). La liste nominative de ces personnes sera dressée annuellement et transmise à la Commission (article 5).

L'article 3 dispose que les informations ne pourront être utilisées qu'aux fins énumérées, et qu'elles ne pourront être communiquées qu'aux personnes concernées ainsi qu'aux autorités et organismes désignés dans le cadre de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983.

III. Législation applicable :

1. Loi du 8 août 1983.

L'article 5, alinéa 1^{er} de la loi du 8 août 1983 dispose que "Le Roi autorise l'accès au Registre national aux autorités publiques, aux organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, (...), pour les informations qu'ils sont habilités à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret (...)"

Conformément à l'article 2 de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'A.F.C.N., l'A.F.C.N. a été constituée en établissement public doté de la personnalité juridique; ladite Agence relève de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

L'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983, constitue par conséquent la base juridique du projet d'arrêté royal soumis à la Commission.

2. Loi du 8 décembre 1992.

Les données provenant du Registre national peuvent uniquement être traitées conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi du 8 décembre 1992, remplacé par la loi du 11 décembre 1998, c'est-à-dire pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Les données doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités définies.

IV. Examen du projet d'arrêté royal :

1. Finalités.

L'A.F.C.N. demande à pouvoir accéder aux informations du Registre national pour l'accomplissement de ses missions dans le cadre de la loi du 15 avril 1994. Dans le rapport au Roi accompagnant le projet d'arrêté soumis à la Commission, ces missions sont notamment - et de manière plus concrète - précisées comme suit :

- en vue de garantir la protection physique de substances nucléaires pendant l'utilisation, le stockage et le transport, les membres du service de surveillance de l'A.F.C.N. doivent, le cas échéant, identifier les personnes qui interviennent au cours de la procédure de protection;

- identifier les personnes agréées pour transporter des substances nucléaires et les personnes qui ont reçu une autorisation d'exploitation pour la production ou l'utilisation de substances ou d'appareils capables d'émettre des rayonnements ionisants;

- les inspecteurs nucléaires sont également chargés de rechercher les infractions à la loi du 15 avril 1994 et à ses arrêtés d'exécution et de dresser dans ce cadre des procès-verbaux; pour ce faire, des données d'identification correctes sont nécessaires.

II. Inhoud van het ontwerp van koninklijk besluit :

De toegang wordt gevraagd tot de gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9° en tot de opeenvolgende wijzigingen ervan.

De toegang tot die informatiegegevens wordt gevraagd voor het vervullen van het recht van bepaalde personeelsleden van het F.A.N.C. - in toepassing van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het F.A.N.C. en het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de bevoegdheden en de aanduiding van de leden van het departement toezicht en controle van het F.A.N.C. belast met het toezicht op de naleving van bovenvermelde wet van 15 april 1994 en haar uitvoeringsbesluiten - om personen te ondervragen en de identiteit vast te stellen van de personen die zich bevinden op plaatsen die worden gecontroleerd.

Artikel 2 preciseert dat de gevraagde toegang enkel geldt voor de Directeur-generaal van het F.A.N.C. en de door hem, schriftelijk en bij name, aangewezen nucleaire inspecteurs. Die personen dienen een verklaring te ondertekenen waarbij zij zich ertoe verbinden de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de gegevens te eerbiedigen (artikel 4). De nominatieve lijst van die personen wordt jaarlijks opgesteld en naar de Commissie gezonden (artikel 5).

Artikel 3 bepaalt dat de gegevens slechts mogen gebruikt worden in het kader van de vermelde doeleinden, en enkel overgemaakt mogen worden aan de betrokken personen en aan overheden en instellingen aangewezen in het kader van artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983.

III. Toepasselijke wetgeving :

1. Wet van 8 augustus 1983.

Artikel 5, eerste lid van de wet van 8 augustus 1983 bepaalt dat : " De Koning toegang verleent tot het Rijksregister aan de openbare overheden, de instellingen van openbaar nut bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut (...) voor de informatie die zij krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen (...) ».

Overeenkomstig artikel 2 van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het F.A.N.C. werd het F.A.N.C. opgericht als een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid; het betrokken Agentschap valt onder de toepassing van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op bepaalde instellingen van openbaar nut.

Artikel 5, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 vormt bijgevolg de rechtsgrond van het aan de Commissie voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit.

2. Wet van 8 december 1992.

De gegevens uit het Rijksregister mogen slechts worden verwerkt volgens de bepalingen van artikel 4 van de wet van 8 december 1992, vervangen bij de wet van 11 december 1998, d.w.z. voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden. De gegevens dienen toereikend, ter zake dienend en niet overmatig te zijn in het kader van de omschreven doeleinden.

IV. Onderzoek van het ontwerp van koninklijk besluit :

1. Doeleinden.

Het F.A.N.C. vraagt toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister voor het vervullen van haar opdrachten in het kader van de wet van 15 april 1994. In het verslag aan de Koning van het aan de Commissie voorgelegde ontwerpbesluit worden die opdrachten, meer concreet, o.m. als volgt toegelicht :

- in het kader van het waarborgen van de fysieke bescherming van nucleaire stoffen tijdens het gebruik, de opslag en het vervoer moeten de leden van de controledienst van het F.A.N.C. mogelijk de personen identificeren die tijdens de beschermingsprocedure optreden.

- identificatie van de personen die erkend werden voor het vervoeren van nucleaire stoffen en van de personen die een exploitatievergunning hebben gekregen voor het produceren of gebruiken van stoffen of apparaten die ioniserende stralingen kunnen verspreiden.

- de nucleaire inspecteurs zijn eveneens belast met het opsporen van overtredingen van de wet van 15 april 1994 en haar uitvoeringsbesluiten en stellen in dat verband PV's op waarvoor correcte identificatiegegevens noodzakelijk zijn.

Les tâches et missions susvisées résultent des dispositions de la loi du 15 avril 1994. En vertu de l'article 9 de ladite loi, les membres du service de surveillance de l'A.F.C.N. désignés par le Roi pour surveiller le respect de cette loi et de ses arrêtés d'exécution sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du Procureur du Roi.

La Commission estime que les finalités pour lesquelles l'accès aux données d'identification du Registre national est demandé sont suffisamment explicites et légitimes et qu'elles sont par conséquent conformes au prescrit de l'article 4 de la loi relative à la protection de la vie privée.

2. Accès aux données.

La Commission constate que le projet d'arrêté royal autorise l'accès aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9°, de la loi du 8 août 1983 ainsi qu'aux modifications successives apportées à ces informations.

Compte tenu de la spécificité et de la complexité des tâches confiées aux membres du Département contrôle et surveillance de l'A.F.C.N., la Commission n'oppose aucune objection de principe pour les catégories de données demandées ainsi que leur traitement. En ce qui concerne plus particulièrement la demande d'accès à la donnée "profession", la Commission peut, dans le contexte du dossier qui lui est soumis, comprendre les raisons de la demande d'accès à cette donnée, mais elle tient à faire remarquer que celle-ci n'est pas systématiquement mise à jour et peut par conséquent être incorrecte au moment où elle est consultée.

3. Personnes autorisées à accéder aux informations.

Le projet d'arrêté royal autorise :

1. le Directeur général de l'A.F.C.N.;
2. les inspecteurs nucléaires qui en raison de la fonction qu'ils exercent et dans les limites de leurs compétences respectives sont désignés nommément et par écrit par le Directeur général, à accéder aux données du Registre national.

La Commission constate avec satisfaction que seules quelques personnes désignées nommément auront accès au Registre national et que ces personnes devront souscrire une déclaration de respect de la sécurité et du caractère confidentiel des informations. Il ressort en outre du rapport au Roi que l'A.F.C.N. s'engage à prendre un certain nombre de mesures de sécurité d'ordre technique.

Contrairement aux recommandations faites par le Conseil d'Etat dans des dossiers similaires, la Commission souhaite que la liste des personnes soit mise à jour de manière continue et tenue à sa disposition au lieu de lui être envoyée annuellement. A ce propos, la Commission attire l'attention sur le fait que certains arrêtés royaux prescrivent déjà l'obligation de tenir ladite liste à la disposition. Pareille obligation vise en effet à mettre en concordance les procédures existantes et la réalité administrative. La Commission estime par ailleurs que l'obligation de tenir la liste à sa disposition facilite sa mise à jour permanente par les responsables du traitement.

Par ces motifs,

La Commission de la protection de la vie privée émet un avis favorable sous réserve de la remarque formulée ci-avant.

Pour le secrétaire, légitimement empêché :

D. Gheude,
conseiller.

Le président,
P. Thomas.

Pour copie certifiée conforme :

Pour le secrétaire de la Commission, légitimement empêché :

J. Baret,
secrétaire général.

De hiervoor vermelde taken en opdrachten vloeien voort uit de bepalingen van de wet van 15 april 1994. Artikel 9 van die wet bekleedt de leden van de controledienst van het F.A.N.C. die door de Koning werden belast met het toezicht op de naleving van die wet en haar uitvoeringsbesluiten, met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de Procureur des Konings.

De Commissie is van oordeel dat de doeleinden waarvoor de toegang tot de identificatiegegevens van het Rijksregister wordt gevraagd, voldoende duidelijk omschreven en wettig zijn en derhalve beantwoorden aan het voorschrift van artikel 4 van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

2. Toegang tot de gegevens.

De Commissie stelt vast dat het ontwerp van koninklijk besluit de toegang verleent tot de in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9° van de wet van 8 augustus 1983 bepaalde gegevens en de opeenvolgende wijzigingen ervan.

Rekening houdend met de specificiteit en de complexiteit van de door de leden van het departement controle en toezicht van het F.A.N.C. te vervullen taken, heeft de Commissie geen principiële bezwaren bij de gevraagde gegevens en de bijwerkingen ervan. Wat meer in het bijzonder de gevraagde toegang tot het gegeven "beroep" betreft kan de Commissie, in de context van het voorliggende dossier, die vraag begrijpen maar wenst zij toch op te merken dat het betrokken gegeven niet systematisch wordt bijgewerkt en bijgevolg, op het ogenblik van de raadpleging, onjuist kan zijn.

3. Personen aan wie de toegang wordt verleend.

Het ontwerp van koninklijk besluit machtigt :

1. de Directeur-generaal van het F.A.N.C.;
2. de nucleaire inspecteurs die wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden daartoe bij name en schriftelijk door de Directeur-generaal zijn aangewezen, toegang te hebben tot de gegevens van het Rijksregister.

De Commissie stelt met tevredenheid vast dat enkel bepaalde personen, bij naam aangewezen, toegang zullen hebben tot het Rijksregister en dat deze personen hiervoor een verklaring m.b.t. de veiligheid en de vertrouwelijkheid dienen te ondertekenen. Uit het verslag aan de Koning blijkt bovendien dat het F.A.N.C. er zich toe verbonden heeft en een aantal technische veiligheidsmaatregelen te nemen.

De Commissie wenst, en dat in tegenstelling tot aanbevelingen van de Raad van State in gelijkaardige dossiers, dat de lijst van die personen, continu bijgewerkt, ter haar beschikking zou worden gehouden in plaats van haar jaarlijks zou worden opgestuurd. De Commissie vestigt er in dit verband de aandacht op dat bepaalde koninklijke besluiten reeds het voorschrift bevatten betreffende "het ter beschikking houden" van bedoelde lijst. Dergelijk voorschrift tracht immers de bestaande procedures in overeenstemming te brengen met de administratieve realiteit. De Commissie vindt dat het ter beschikking houden van de lijst de permanente bijwerking ervan door de verantwoordelijke voor de verwerking, vergemakkelijkt.

Om deze redenen,

brengt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, onder voorbehoud van de hierboven geformuleerde opmerking, een gunstig advies uit.

Voor de secretaris, wettig verhinderd,

D. Gheude,
adviseur.

De voorzitter,
P. Thomas.

Voor eensluidend verklaard afschrift :

voor de secretaris van de Commissie, wettig verhinderd,

D. Gheude,
adviseur.

AVIS 35.180/2 DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 27 mars 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "autorisant l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques", a donné le 15 mai 2003 l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Pour demeurer juridiquement admissible, l'arrêté royal en projet doit être soumis à la signature du Roi avant la désignation des membres du Comité sectoriel du Registre national créé au sein de la Commission de la protection de la vie privée, conformément à l'article 19, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 mars 2003 modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. En effet, après cette opération, il n'appartiendra plus au Roi d'adopter un tel arrêté.

L'article 5 du projet sera préalablement adapté, conformément à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée et à l'article 12, § 2, 1^o, de la loi du 8 août 1983, précitée, tel qu'il est rétabli par la loi du 25 mars 2003, précitée.

En revanche, l'obligation de désigner un consultant en sécurité de l'information et en protection de la vie privée résultant directement de l'article 10 de la loi, tel qu'il est rétabli par la loi du 25 mars 2003, précitée, il n'est pas nécessaire de compléter l'arrêté royal sur ce point.

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, président de chambre;

J. Jaumotte et Mme M. Baguet, conseillers d'Etat;

Mme A.-C. Van Geersdaele, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. M. Joassart, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Jaumotte.

Le greffier,

Le président,

A.-C. Van Geersdaele.

Y. Kreins.

ADVIES 35.180/2 VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 maart 2003 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle", heeft op 15 mei 2003 het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Wil het ontworpen koninklijk besluit in rechte aanvaardbaar blijven, dan moet het overeenkomstig artikel 19, § 3, eerste lid, van de wet van 25 maart 2003 tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen ter ondertekening worden voorgelegd aan de Koning vóór de aanwijzing van de leden van het sectoraal comité van het Rijksregister, opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Daarna komt het de Koning immers niet meer toe zo een besluit goed te keuren.

Artikel 5, van het ontwerp behoort vooraf te worden aangepast, overeenkomstig het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en artikel 12, § 2, 1^o, van de voormelde wet van 8 augustus 1983, zoals het is hersteld bij de voormelde wet van 25 maart 2003.

Aangezien de verplichting om een consultant inzake informatieveiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer aan te stellen rechtstreeks voortvloeit uit artikel 10 van de wet, zoals het is hersteld bij de voormelde wet van 25 maart 2003, is het daarentegen niet nodig het koninklijk besluit op dat punt aan te vullen.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Y. Kreins, kamervoorzitter;

J. Jaumotte en Mevr. M. Baguet, staatsraden;

Mevr. A.-C. Van Geersdaele, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de heer M. Joassart, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Jaumotte.

De griffier,

De voorzitter,

A.-C. Van Geersdaele.

Y. Kreins.

29 JUNI 2003. — Arrêté royal autorisant l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 30 mars 1995;

Considérant que la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 4, remplacé par la loi du 11 décembre 1998, trouve à s'appliquer;

Considérant que la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire trouve à s'appliquer;

Considérant que l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant sur les attributions et la désignation des membres du Département contrôle et surveillance de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire chargés de veiller à l'application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire trouve à s'appliquer;

Vu l'avis n° 01/2003 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 13 janvier 2003;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 janvier 2003;

Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 35.180/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 mai 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'accomplissement de leurs missions visées par la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et ses arrêtés d'exécution, l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire est autorisée à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9°, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'accès aux informations est destiné exclusivement à l'exercice du droit de certains membres du personnel de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, en application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant sur les attributions et la désignation des membres du Département contrôle et surveillance de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire chargés de veiller à l'application de la susdite loi du 15 avril 1994 et de ses arrêtés d'exécution, d'interroger des personnes et de prendre l'identité des personnes qui se trouvent sur les lieux contrôlés.

Art. 2. L'accès dont question à l'article 1^{er} est réservé :

1° au Directeur général de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire;

2° aux inspecteurs nucléaires de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, désignés nommément et par écrit par le Directeur général.

29 JUNI 2003. — Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1995;

Overwegende dat de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 4, vervangen bij de wet van 11 december 1998, van toepassing is;

Overwegende dat de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle van toepassing is;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de bevoegdheden en de aanduiding van de leden van het departement toezicht en controle van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle belast met het toezicht op de naleving van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren van toepassing is;

Gelet op het advies nr. 01/2003 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 13 januari 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 januari 2003;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 35.180/2 van de Raad van State, gegeven op 15 mei 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de vervulling van hun opdrachten bedoeld in de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en haar uitvoeringsbesluiten wordt aan het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle toegang verleend tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9°, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De toegang tot de informatiegegevens geldt uitsluitend voor het vervullen van het recht van bepaalde personeelsleden van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, in toepassing van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de bevoegdheden en de aanduiding van de leden van het departement toezicht en controle van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle belast met het toezicht op de naleving van bovenvermelde wet van 15 april 1994 en haar uitvoeringsbesluiten, om personen te ondervragen en de identiteit vast te stellen van de personen die zich bevinden op plaatsen die worden gecontroleerd.

Art. 2. De toegang waarvan sprake is in artikel 1 geldt alleen voor :

1° de Directeur-generaal van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;

2° de nucleaire inspecteurs bij het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, door de Directeur-generaal schriftelijk bij name aangewezen.

Art. 3. Les informations obtenues en application de l'article 1^{er} ne peuvent être utilisées qu'aux fins qui y sont énumérées. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ainsi que leurs représentants légaux;

2° les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, dans le cadre des relations qu'ils entretiennent aux fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2, avec l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

Art. 4. Les personnes visées à l'article 2 souscrivent une déclaration aux termes de laquelle elles s'engagent à respecter la sécurité et le caractère confidentiel des informations obtenues du Registre national.

Art. 5. La liste des membres du personnel désignés conformément à l'article 2, avec mention de leur grade et de leur fonction, est dressée et tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Art. 3. De met toepassing van artikel 1 verkregen informatiegegevens mogen enkel voor de in dat artikel vermelde doeleinden worden gebruikt. Zij mogen niet worden medegedeeld aan derden.

Worden niet als derden beschouwd voor de toepassing van het eerste lid :

1° de natuurlijke personen waarop die informatiegegevens betrekking hebben, alsook hun wettelijke vertegenwoordigers;

2° de openbare overheden en de instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, in het kader van de betrekkingen die zij voor de in artikel 1, tweede lid, vermelde doeleinden met het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle onderhouden.

Art. 4. De personen bedoeld in artikel 2 ondertekenen een verklaring waarin zij zich ertoe verbinden de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de uit het Rijksregister verkregen informatiegegevens te eerbiedigen.

Art. 5. De lijst van de overeenkomstig de artikel 2, aangewezen personeelsleden wordt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, opgesteld en ter beschikking van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gehouden.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 3488

[C - 2003/00609]

29 JUIN 2003. — Arrêté royal autorisant la Division du Sol de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser la Division du Sol de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande à utiliser le numéro d'identification du Registre national.

Le fondement légal de l'arrêté royal est constitué par l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

La Division du Sol relève de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande.

La Division du Sol se charge principalement de la préparation et de l'évaluation de la gestion du sol et assure le suivi de la qualité du sol. A cette fin, elle fournit des avis sur la gestion de la terre et du sol. En outre, cette Division assure le suivi des plans d'aménagement de l'espace rural et des remboursements en fonction du réaménagement des zones rurales et assure dans les zones agricoles le suivi des contrats de gestion qui font partie des mesures dites environnementales dans le secteur agricole.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 3488

[C - 2003/00609]

29 JUNI 2003. — Koninklijk besluit tot het verlenen van de machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van de Afdeling Land van de Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister te verlenen aan de afdeling Land van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

De rechtsgrond van het koninklijk besluit wordt gevormd door artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De afdeling Land behoort tot de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

De afdeling Land verzorgt voornamelijk de voorbereiding en evaluatie van het bodembeleid en volgt de kwaliteit van de bodem op. Daartoe verstrekt de afdeling adviezen inzake het beheer van land en bodem. Daarnaast volgt deze afdeling landinrichtingsplannen en ruilverkavelingen op in functie van de herinrichting van plattelandsgebieden en ze volgt in agrarisch gebied de beheersovereenkomsten op die deel uitmaken van de zogenaamde milieumaatregelen in de landbouw.